Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE PLURIDISCIPLINAIRE

Fréquence
TRIMESTRIELLE

Volume 1,
Numéro 3,
Novembre 2025

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

LES ÉDITIONS CROCO

Journal International des Sachants

Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Site web: https://revuejds.net/
Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access

Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :

https://sjifactor.com/passport.php?id=24370

https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009

https://ascidatabase.com/masterjournallist.php?v=3079-3009

https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526

https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/

Impact factor : SJIF 2025 : 3.767

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)
ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargéde diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheich Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;

ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;

COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;

DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;

DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;

DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

GUEYE Yoro Emmanuel, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
SANOGO Tiantio épouse BAMBA, Maitre-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
SYLLA Makémissa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Sogotiènin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

SILUE N'tchabétien Oumar
Maître de conférences CAMES,
Université Alassane Ouattara

.....

Contacts JDS

Site web: **https://revuejds.net/**
Email : **revuejds@gmail.com**
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: https://sjifactor.com/passport.php?id=24370

ARI : https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009

ASCI: https://ascidatabase.com/masterjournallist.php?v=3079-3009

IPIndexing: https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526

Ent'revues: https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access"* relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («…. »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de …

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
  Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
  Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
  Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Les rapports nature et pouvoir politique dans la littérature de Bernard Dadié et Friedrich Schiller**
N'Dah Franck Ben Houassa KOUAMÉ & Léon Charles N'CHO…… **1-15**

2. **La politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne face au régime d'apartheid en Afrique du Sud de 1949 à 1990**
Jean-Yves KOUASSI & Ardjouman FOFANA…….. **16-32**

Etudes hispaniques

3. **Uso de preposiciones a/en y por/para por los estudiantes marfileños : análisis de errores**
Kouakou Béhégbin Désiré KONAN & Ousmane DIAWARA …… **33-43**

4. **Estudio comparativo entre la sociocrítica de Pierre Zima y el Pachacuti literario agruediano**
Doforo Emmanuel SORO……..... **44-57**

5. **La violencia en la novela testimonial latinoamericana: un estudio de las obras de Manlio Argueta**
Kouassi Abraham PALANGUE……..... **58-72**

Anglais

6. **Femmes, résistance et espoir dans A Lesson Before Dying de l'écrivain afro-américain Ernest J. Gaines**
Adama SORO…….. **73-85**

7. **Epistemic and dynamic markers and their discursive functions in political and legal discourses in 1984**
Kouakou Félix KOFFI…… **86-96**

Lettres Modernes

8. **Lecture transpoétique de chants de brumes de Kama Kamanda**
Carlos SÉKA……..... **97-113**

9. **Paratextualité et significativité textuelle de Le commandant Chaka de BABA Moustapha**
Kouadio Jean Parfait KAKOU……..... **114-139**

10. **De la performance à la sanction du personnage sexué chez Zola : une descente aux enfers ?**
Famahan SAMAKÉ…… **140-158**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

11. Du viol à la survivance :
étude sociolittéraire de cicatrices de Cheikh Omar Zoré
TIBIRI Dieudonné……..... **159-179**

12. Naturalisme zolien et intertextualité romantique :
exemple du roman Le Rêve d'Emile Zola
Assane Faye NDIAYE…… **180-193**

13. Discours intermédiatique comme principe narratif
dans Nouvel an chinois de Koffi Kwahulé
Nancy Mireille Kanon…… **194-207**

14. Le narrateur enfant, porte-voix du chaos socio-politique
africain dans l'écriture mabanckouenne
Angèle Nonnourou COULIBALY Épse KEI…….. **208-221**

15. Fonctionnement des phatèmes d'ouverture et de clôture dans les
échanges conversationnels entre élèves et entre enseignant-élèves
Brighella Jofrène KAYA BOUSSEMBOU, Prisca Aubain MFOUTOU &
Alain Fernand Raoul LOUSSAKOUMOUNOU…… **222-233**

16. Chanter le tabou pour théâtraliser l'indicible en Côte d'Ivoire :
dérision, subversion et engagement dans la musique ivoirienne contemporaine
YOKORE Zibé Nestor, ADJOUMANI Kouassi Martin &
GOH Tianet Yannick Emmanuel…… **234-253**

17. La pérennité des forêts verdoyantes de la région du Tonkpi
en Côte d'Ivoire : une sommation des génies bienfaiteurs
Wato Pierre LIEU……..……..... **254-265**

SECTION 2 : COMMNUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

18. L'Intelligence artificielle générative, levier de transformation de
l'enseignement-apprentissage et de la communication à l'ENSup de Bamako
Ousmane DRAMANE……..... **266-282**

19. Pour une approche culturelle de l'impact des médias sociaux
sur l'intelligence économique
GUEU Singo Provos & DJE BI Kahou Albert…… **283-299**

20. Revue de l'alphabet de l'Abbey
N'Guessan Edmond APIA…….. **300-314**

21. Information éditoriale et téléphonie mobile en Côte d'Ivoire :
modèle de diffusion avec le « SMSlivres »
Renaud-Guy Ahioua MOULARET……..... **315-337**

22. Pour une herméneutique sémiotique du rite ''kpe sɔsɔ'' du Sud du Togo
Zinsou HOUNZANGBE…… **338-355**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

23. Pratique du bilinguisme en milieu scolaire tchadien : le cas du Lycée Joseph Brahim Seid (Pala) du Mayo-Kebbi Ouest
OUSMANE HASSANE OUSMANE, MOUYEBE OUASSANG & ALI MOUSSA…….……... **356-375**

24. Les pratiques journalistiques en Afrique face à l'émergence de l'intelligence artificielle
Maimouna DIA & Abdou DIAW…… **376-387**

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

25. Augustin Kassi : odyssée d'un peintre naïf dans le monde de l'art
Krou Eugène ASSOUMOU……..... **388-401**

26. Le conte, moyen d'éducation et d'enracinement culturel de la jeunesse en Côte d'Ivoire
Ahouné Aké Marx……..... **402-416**

27. Le Tangani, identité culturelle des Baoulé Ayaou de Bouaflé à l'épreuve de la modernité
Didier Patrick ABBÉ & Kiklan Désiré TOURÉ…….. **417-430**

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

28. Les maisons coloniales commerciales de Dimbokro : un patrimoine négligé
Nagnénégué KONE..... **431-440**

Histoire

29. Les forces de sécurisation des élections présidentielles (FOSEP) au Togo : entre heurs et heurts (1993-2020)
Kouamé Jean Luc KOUASSIBLE & DIAKITE Brahima……... **441-458**

30. Savoirs et savoir-faire indigènes au Khasso : cas de la prise de culotte et de pagne
DIANKA Balla…… **459-476**

31. La vie socioculturelle des populations transfrontalières : Cas des Nafana, Mo-Degha et Koulango (XIXe-XXe siècle)
Mamadi Noumtchè OUATTARA & Adja Doubia Angèle KOUAKOU……. **477-488**

32. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009
Alphonse BONI & Boubacar SAMBARE……... **489-505**

33. Une relecture de l'ambassade britannique en pays ashanti en 1817
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE……... **506-522**

34. Intervention des grandes puissances dans les crises en Afrique centrale : entre partenariats et enjeux géopolitiques ?
METSENA NDJAVOUA & Fodé Bangaly KEITA…… **523-533**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

35. L'évolution historique des relations économiques transsahariennes avec la partie occidentale du bassin du lac Tchad
Aboukar ABBA TCHELLOU…… **534-546**

36. Rituel du couronnement du pharaon Horemheb dans l'Égypte du Nouvel
Assa Dramane TRAORE…… **547-561**

Géographie

37. Variabilité climatique et saisons pluvieuses dans les régions du Gontougo et de l'Indenié-Djuablin (Est de la Côte d'Ivoire)
Ali Kouabenan KOUAKOU, Kouakou Charles KONAN,
Kouadio Philippe Michael KONAN & Arsène DJAKO…… **562- 579**

38. Pêche et changement climatique dans le delta central du Niger : cas de la commune de Djenné au Mali
Idrissa Issa CISSE & Mahamar ATTIN …… **580- 593**

39. Cartographie de l'érosion hydrique par application du modèle RUSLE à Akouai-Santai (Bingerville)
Kobenan Etienne BINI, Kouadio Eugène KONAN,
Seydou Alassane SOW & Tiyégbo TOURE…… **594-610**

40. Les conditions de vie des personnes déplacées dans l'ouest du Niger (Gothèye)
DAOUDA BANA ASKANDARA &
ABDOULAYE BOUREIMA HASSANE…….. **611-625**

41. Perception des nuisances socio-environnementales des déchets d'emballages plastiques dans la ville de bouaké (Côte d'Ivoire)
Bakary FOFANA, Angby Koffi Sidoine YAO &
Ahou Wlibly Ferdinand-Marcelle TAÏ & Bazoumana DIARRASSOUBA……. **626-641**

42. Perception des populations sur la gestion des services sanitaires et la qualité de soins dans la commune urbaine de Koudougou (Centre-Ouest du Burkina Faso)
Sylvain Roger BONKOUNGOU & Mathieu NAMA…….. **642-657**

43. État des lieux de la gestion des ordures ménagères au port d'Abidjan
YRO Koulai Hervé, DJORO-DJAPI Élodie Ange Éléonore &
TOURE Noun Nadine Vanessa……... **658-670**

44. Rôle stratégique des radios locales dans la reconstruction sociale à Toulepleu
GAHIÉ Gnantin Mathias, KOFFI Assoumou André Luc,
Yaraba YEO KOFFI Brou Émile & LOUKOU Alain François……... **671-688**

45. Typologie résidentielle et dynamiques socio-spatiales de l'habitat dans la commune de Port-Bouët (Abidjan, Côte d'Ivoire)
Ohomon Bernard EVIAR & N'Dri Ernest KOUADIO…..... **689-706**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

46. Dynamiques d'occupation et réorganisation des activités touristiques sur le littoral de Port-Bouët à Abidjan (Sud-Côte d'Ivoire)
Kouassi Aimé YAO…… **707-721**

47. Effets environnementaux des activités économiques transfrontalières à Igolo (commune d'Ifangni)
QUENUM Comlan Irené Eustache Zokpénou, SABO Denis & DOSSOU GUEDEGBE Odile V…… **722-740**

48. Migration planifiée et stress foncier dans le département de Bouaflé, centre-ouest ivoirien
Ouattara Issa BOURAHIMA, Kouassi Combo MAFOU & Coulibaly SEIDOU…… **741-758**

49. Problèmes environnementaux à Abobo-Sagbé : former à l'écocitoyenneté, une urgence éducative et sanitaire en Côte d'Ivoire
Tintcho Assetou KONE épouse BAMBA……..…. **759-776**

50. Pratiques agricoles et dégradation des terres dans le canton Bénoye (département de Ngourkosso au sud du Tchad)
KELGUE Salomon, DJEMON Model & NODJIHOUDOU Alexis …….... **777-793**

51. Facteurs morpho-climatiques du risque d'inondation de la plaine alluviale sur l'axe Bakel-Matam (fleuve Sénégal)
Gallo NIANG, Seydou Alassane Sow, Mbagnick FAYE & Mamadou NDIAYE……..... **794-812**

52. Facteurs climato-marins et dynamique côtière de Grand-Bassam de 1980 à 2023
Abazé Henri-Joël BEDA, Yao Dieudonné KOUASSI & Kouamé Fulgence KOUAME…… **813-826**

53. Maraîchage des femmes à Karakoro : entre opportunités économiques et fragilités structurelles
Kouakou Camille GOLI, Tiécoura Hamed COULIBALY, Yao Mathias LOUKOU, Tchérégnimin Alidjata YEO & Koffi Simplice YAO…… **827-843**

Philosophie

54. Le féminisme en contexte africain : vers une égalité réelle entre l'homme et la femme ?
Christ Guy Roland GBAKRÉ …… **844-858**

55. De la culture du blâme à la culture positive de l'erreur : enjeux d'une conscience éthique d'amélioration continue en milieu médico-hospitalier
Keumian Anicet DAGUI…… **859-875**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

56. La valeur sociale du darwinisme au-delà des frontières de la lutte et de la sélection
Bourahima Ouattara N'GUETTIA…….. **876-888**

57. L'Afrique et le défi de développement social
Firmin Konan YAO……..... **889-901**

58. L'éthique à l'épreuve des stratagèmes bioéconomiques de l'industrie biotechnologique chez Céline Lafontaine
Attchoumounan Paulin OUATTARA……. **902-916**

59. Violence par les élèves dans les écoles secondaires du Sénégal : le paradoxe de l'enseignement des valeurs morales
Guène FAYE & Ousmane KANTE ……..... **917-934**

60. Probabilisme et démocratie en Afrique : Quelle contribution ?
Koffi Mathurin N'GUESSAN……. **935-945**

61. Technosolutionnisme et environnement : enquête d'éthique des technologies vertes
Sionfoungon Kassoum COULIBALY…… **946-958**

Anthropologie et sociologie

62. Foi, pratiques religieuses et performances des étudiants du département de Sociologie de l'université de Kara (Togo)
Nadiédjoh TCHELEGUE, Tamégnon YAOU & Yarou GUERA CHABI YORO……... **959-975**

63. Protection et prise en charge de l'enfant au Mali : services et établissements étatiques et conventionnés
Drahmane Fondo……..... **976-996**

64. Les élèves acteurs et victimes. Une analyse sur les expériences de consommation de drogues au Collège Catholique Monseigneur René Kouassi de Dabou
ZEZE Marie-Thérèse Dahonnon & NIAMKE Jean Louis…… **997-1018**

65. Radicalisation des groupes islamiques au nord du Mali : une analyse socio-politique du phénomène
KONE Drissa & TOUKPO Guy Oscar Sical……... **1019-1030**

66. Mutations foncières et reconfiguration des rapports à la terre à Gokra (centre-ouest ivoirien)
BRIGNON TAPE Gboua Axel-wilfried & KONE Moussa …… **1031-1049**

67. L'accompagnement numérique des enfants par les parents : fracture ou continuité éducative ?
GNAHORE Batty Gervais…….. **1050-1064**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

68. **CMU et non-recours : analyse sociologique des perceptions et pratiques des premiers étudiants bénéficiaires de Bouaké (Côte d'Ivoire)**
Amenan Ruth Marylise KOUASSI, Sandra Méledje MEL & Attia Michel AKABILE **1065-1085**

69. **Gouvernance des Dros et résilience des victimes à Bouaké**
JOSELINE SAGOUHI GNAKA, MANAN Gnamien Elie & TCHETCHE Obou Mathieu..... **1086-1102**

70. **Enjeux et défis de stabilisation des rapports sociaux dans le milieu rural ivoirien**
Roméo BIE & Ludmilla Yaa Kra Mensan Adjéi..... **1103-1118**

71. **Résilience des populations riveraines dans la gestion des ressources de l'Okpara à Tchaourou au Bénin**
Amoussoun Zacharie BADJAGOU, Abdel Aziz MOSSI & Okry Brice IDJIWA..... **1119-1137**

72. **Diversité de formes de gestion conjointe de la famille chez les couples mariés d'Air-France (Bouaké, Côte d'Ivoire)**
KONAN Yao Escar, YEBOUA Atta Kouassi Didier & KOUAKOU Konan Jérôme..... **1138-1155**

Psychologie

73. **Réseaux sociaux, organisation du travail et procrastination chez les élèves de 3e à Adjamé**
Yemou Jeanne N'TAIN..... **1156-1173**

74. **Intelligence émotionnelle, Motivation et Investissement Subjectif chez les enseignants du secondaire public de Côte d'Ivoire**
Aya Michèle Edith Koffi..... **1174-1188**

75. **Vécu psychique du trauma de la violence sexuelle chez une survivante de l'ONG Bloom**
Kouakou Alain PRAO, Ekissi Jean Armel KOFFI & Marie-Joelle Akiapo AKIAPO..... **1189-1206**

76. **Mécanismes endogènes de santé mentale en contexte de crise sécuritaire : Cas de Kaya (Burkina Faso)**
Ali TAO, Marian BELEM, Daouda KOUMA & Rasmata NABALOUM BAKYONO..... **1207-1221**

Science de l'éducation

77. **Résoudre la crise des séries scientifiques aux lycées de Toliara par le renforcement du matériel didactique**
Bastoine CHADHOULI & Marinah NANTENAIKO..... **1222-1238**

78. **Les usages de l'intelligence artificielle et leur incidence sur les performances scolaires des élèves du secondaire au Burkina Faso**
Adama TRAORE & Benjamin SIA..... **1239-1256**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

SECTION 4 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

79. Cadre conceptuel et théorique de la gouvernance des marchés publics : une esquisse littéraire
Soumaïla ONGOÏBA, Houdou Attikou DIALLO & Abdoulaye MAIGA…... **1257-1274**

80. Vers une meilleure accessibilité aux services de santé grâce aux énergies renouvelables au Mali : cas de la commune rurale de Kalaban Coro
Ahmadou Abdourahimi DIALLO, Bokary DIALLO,
Adama DIABATÉ & Houdou Attikou DIALLO……. **1275-1288**

81. Contribution des institutions de microfinance au bien-être des femmes en Guinée
Diarra ZOUMANIGUI & Fatoumata Kenda DIA…… **1289-1305**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Journal International des Sachants

1119

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Résilience des populations riveraines dans la gestion des ressources de l'Okpara à Tchaourou au Bénin

Amoussoun Zacharie BADJAGOU
Doctorant,
Laboratoire Société-Environnement (LaSEn),
Université de Parakou (UP), Bénin,
Email : zacbadjagou@gmail.com ;

Abdel Aziz MOSSI
Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL),
Département de Sociologie-Anthropologie,
Université de Parakou, Bénin,
Email : azimos18@gmail.com
&
Okry Brice IDJIWA
Laboratoire de recherche Rétrospective Afrique (LabRA),
Université d'Abomey Calavi (UAC), Bénin,
Email : okrybrice@gmail.com

Date de soumission : 15-10-2025
Date de publication : 30-11-2025

Résumé

La gestion des ressources naturelles est une question transversale et toujours d'actualité dans la commune de Tchaourou au Bénin. La présente recherche intitulée « Résilience des populations riveraines dans la gestion des ressources de l'Okpara à Tchaourou, au Bénin » vise à relever les dynamiques de gestion communautaire des ressources de la réserve de l'Okpara par une analyse des modes de règlement des conflits liés à ces ressources chez les populations riveraines. La recherche est mixte et allie le quantitatif et le qualitatif. Elle est également descriptive et analytique. Différentes techniques de collecte ont été utilisées, à savoir : la revue documentaire, les entretiens et les observations sur la base des outils de collecte adéquats. De cette recherche, deux principaux résultats sont à retenir. Le premier montre que les différentes activités socioéconomiques liées à l'usage des ressources en eau de l'Okpara engendrent des conflits entre différents acteurs. Ces conflits sont de types horizontal ou vertical, bien qu'étant intra professionnel qu'inter professionnel. Le second résultat révèle que les modes de gestion participative fondés sur des traits historiques et coutumiers favorisent le règlement à l'amiable (recherche de consensus) des conflits d'usage des ressources de l'Okpara de la commune de Tchaourou.

Mots clés : Résilience - Populations riveraines - Conflits - Okpara - Tchaourou.

Resilience of riparian populations in the management of Okpara resources in Tchaourou, Benin

Abstract

Natural resource management is a cross-cutting issue that remains highly relevant in the municipality of Tchaourou in Benin. This research, entitled "Resilience of local communities in the management of Okpara resources in Tchaourou, Benin," aims to identify the dynamics of community management of Okpara reserve resources by

analyzing how local communities resolve conflicts related to these resources. The research is mixed, combining quantitative and qualitative methods. It is also descriptive and analytical. Various data collection techniques were used, including literature reviews, interviews, and observations based on appropriate data collection tools. Two main findings emerged from this research. The first shows that the various socioeconomic activities related to the use of Okpara water resources generate conflicts between different actors. These conflicts are horizontal or vertical in nature, although they are both intra-professional and inter-professional. The second finding reveals that participatory management methods based on historical and customary features promote amicable settlements (consensus-building) of conflicts over the use of Okpara resources between local populations in the municipality of Tchaourou.

Keywords : Resilience - Riverside populations - Conflicts - Okpara – Tchaourou.

Introduction

L'accès aux ressources naturelles et leur contrôle constituent l'un des enjeux majeurs de ce XXIe siècle. Il donne lieu à divers contextes d'interactions et mobilise des stratégies variées (J. Konan, 2016 : 299). La vie de la majorité de la population dans de nombreux pays parmi les plus pauvres d'Afrique subsaharienne repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. Ces ressources naturelles sont des actifs prélevés dans la nature pour, le plus souvent pour améliorer les conditions des populations. En Afrique Subsaharienne, les économies sont dominées par l'exploitation de ces ressources naturelles, qui contribuent à la formation de la richesse nationale (G. Tomo, 2012 : 2). Ces ressources naturelles sont un facteur de développement économique utiles aux hommes qui les exploitent pour se construire, mais elles représentent également un conservatoire pour la planète. (D. Compagnon & F. Constantin, 2000 : 35).

Dès lors, la bonne gouvernance, ou mieux une gestion participative de ces ressources s'impose pour une meilleure répartition des recettes et une préservation collective et efficace de l'écosystème. En effet, la gestion participative suppose une prise de décision concertée entre le gouvernement, les communautés, les ONG et le secteur privé, en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles et leur utilisation. Selon (I. Borrini, T. Feyerabend, & P. Nielsen, 2000 : 16), la gestion participative est une situation dans laquelle deux ou plusieurs parties négocient, définissent et se garantissent mutuellement le partage des fonctions de gestion, des droits et des responsabilités concernant un territoire ou un ensemble de ressources naturelles spécifiques.

Au Bénin, les sociétés rurales ont toujours été fortement attirées par leurs ressources naturelles (RN), pour des raisons d'ordre sociologique, culturel, économique et spirituel. Les activités anthropiques dans ces milieux ruraux sont fortement liées à l'exploitation des ressources naturelles disponibles. L'intensification de cette exploitation est due à la croissance

démographique galopante et à l'augmentation du cheptel. Cependant, cette situation se perpétue à travers les générations et renvoie à la sempiternelle question de la gestion concertée et de l'utilisation durable de ces ressources disponibles et leur gestion concertée notamment chez les populations où les activités liées à la ressource sont diversifiées. Dans la commune de Tchaourou, les populations riveraines de la réserve de l'Okpara n'échappent pas à cette réalité résiliente quant à la gestion des conflits d'usage entre différents acteurs.

Quels sont les acteurs en présence quelles sont leurs activités dans l'exploitation de la réserve d'eau de l'Okpara ? Quels sont les goulots d'étranglement qui entravent la gestion communautaire et l'exploitation équitable des ressources de la réserve de l'Okpara par les populations riveraines de Kpassa et de Kika, dans la commune de Tchaourou ? Comment les conflits d'usage sont-ils gérés ?

Pour répondre à ces préoccupations, cet article s'attèle par son objectif principal, à relever les dynamiques de gestion communautaire des ressources de la réserve de l'Okpara par une analyse des modes de règlement des conflits d'usage par les populations riveraines. Spécifiquement, il s'agit de décrire les différents acteurs et leurs activités socioéconomiques liées à l'usage des ressources de la réserve d'eau de l'Okpara et d'analyser les modes traditionnels de gestion des conflits d'usage et leur incidence sur la cohabitation dans les communautés riveraines de Kpassa et Kika dans la commune de Tchaourou.

1. Méthodologie de la recherche

Cette section aborde de manière détaillée la méthodologie utilisée pour traiter le sujet. En effet, elle retrace la nature et la démarche de la recherche, les techniques et outils de collecte de données, l'échantillonnage ainsi que le traitement et l'analyse des données.

1.1. Site, nature et démarche de la recherche

Cette recherche s'est déroulée dans la commune de Tchaourou au nord-est du Bénin entre septembre 2023 et avril 2024. Cette zone est localisée dans le bassin versant de la Sota au nord-est du Bénin, dans la zone agroécologique subhumide de l'Afrique subsaharienne (FAO, 2003 : 51). Son climat est tropical avec une distribution des pluies unimodale et une pluviosité annuelle moyenne de 1 250 millimètres pour 75 à 140 jours effectifs de pluie (L. H. Leroux, 2012 : 10). Il est caractérisé par deux saisons : une saison pluvieuse (mai à octobre) et une saison sèche (novembre à avril). La forte variabilité des pluies (les retards et la durée raccourcie de la saison des pluies) réduit la disponibilité en eau de surface ce qui constitue un facteur important de variabilité de la mobilité des éleveurs. En effet, les rivières sont les principales sources en eau de boisson des troupeaux. Elles tarissent tôt en saison sèche, ne laissant que quelques flaques

d'eau insuffisantes pour abreuver tout le cheptel (A. Z. Badjagou & A. A. Mossi, 2024 : 144). Ce qui draine tous les troupeaux de la zone de Tchaourou vers les réserves d'eau de l'Okpara.

La présente recherche se veut mixte à dominance qualitative. Elle a combiné la méthode quantitative (mesure de l'ampleur du phénomène par sa récurrence ; estimation des conséquences et dégâts matériels de ses manifestations ; etc.) et la méthode qualitative (étude de la perception, des logiques, des stratégies, ainsi que des pratiques des acteurs locaux autour des mécanismes traditionnels de gestion des conflits d'usage ; identification des normes en vigueur en matière de gestion de ces conflits par les structures traditionnelles ; etc.). Pour réaliser la recherche, la démarche socio anthropologique classique a été adoptée. La spécificité de cette approche réside dans le fait qu'elle « essaie de combiner le point de vue de l'acteur et l'analyse des contraintes et des ressources collectives et que sa perspective repose sur l'étude empirique multidimensionnelle des groupes sociaux contemporains et leurs interactions, dans une perspective diachronique et combinant l'analyse des pratiques et celles des représentations » (J.P. Olivier de Sardan, 1995 : 18). Cette démarche a paru plus apte à aborder la résilience des populations riveraines dans la gestion traditionnelle des conflits d'usage pour la préservation du vivre ensemble. Elle a permis de collecter deux types de données : les données primaires et les données secondaires. Ces données ont été collectées au moyen des techniques de collecte et des outils spécifiques en vue de parvenir aux résultats.

1.2. Techniques et outils de collecte de données

Dans cette recherche descriptive et analytique, les données primaires sont obtenues à travers les entretiens semi-structurés qui ont été menés autour des histoires de vie des interlocuteurs, et les observations effectuées au niveau des cibles à l'aide des outils de collecte comme le guide d'entretien, le questionnaire et la grille d'observation. Les acteurs interviewés sont ceux qui ont un lien direct avec l'environnement social des usagers, la gestion des ressources de l'Okpara et les activités développées le long de la réserve, ainsi que les risques et enjeux liés à l'usage du fleuve et les mécanismes traditionnels de gestion des conflits tels que réellement vécus sur le terrain et mentionnés dans la cartographie des acteurs. Les personnes enquêtées ont été recrutées systématiquement après identification selon la technique de « boule de neige » qui consiste pour l'enquêteur à être orienté par un acteur interrogé vers un autre détenant des informations pertinentes sur le sujet étudié.

Le guide d'entretien comportant des questions ouvertes a été élaboré ou construit en fonction des catégories d'acteurs. Toutefois, les mêmes préoccupations ont été posées sous des formes variées selon les catégories d'enquêtés pour permettre le croisement des informations

recueillies lors de l'analyse. Le focus group est une méthode d'entretien de recherche utilisée dans la recherche qualitative et reposant sur un groupe homogène sur les plans culturel et idéologique. L'objectif du focus group est de récolter des informations en faisant émerger diverses opinions grâce aux débats. Cette technique met en relief les accords et désaccords d'un groupe d'individus aux profils homogènes ou hétérogènes, sur un sujet précis. Ainsi, au cours de cette recherche, le focus group a été utilisé comme technique de collecte de données empiriques.

Les arènes observées sont : les couloirs de passage, les champs situés près des rives du fleuve, certains comportements de dépendance des populations à la réserve d'eau du bassin, certaines attitudes des acteurs, les séances de règlement des conflits, les réunions, les rencontres informelles, etc. Nous nous sommes intéressés aux relations qu'entretiennent les acteurs, non seulement entre eux, mais aussi avec les institutions au sein desquelles s'inscrivent leurs interactions et qui influencent, d'une manière ou d'une autre, leurs comportements. L'ensemble de ces observations a permis d'analyser les mécanismes traditionnels de gestion des conflits d'usage, mais aussi d'identifier, d'une part, les contraintes liées à leur application dans tous les cas de conflit et, d'autre part, les comportements réels des différents acteurs ainsi que les non-dits (A.A. Mossi, 2016 : 58).

1.3. Population et échantillonnage

Le panorama des acteurs autour de la thématique a laissé ressortir un panel d'acteurs interrogés. Ceux-ci ont été regroupés en plusieurs groupes stratégiques constitués en fonction de leur proximité avec les enjeux de la recherche et leurs expériences dans les conflits d'usage et la gestion participative des ressources de l'Okpara. Afin de ressortir les facteurs forts caractérisant la persistance de ces conflits et l'influence des modes traditionnels de leur gestion sur la cohabitation dans les communautés investiguées, la cible a été diversifiée. La collecte des données a nécessité la délimitation d'un échantillon des individus enquêtés et des villages parcourus.

Cet échantillonnage s'est fait de manière raisonnée. En dehors de l'échantillonnage raisonné, les techniques d'échantillonnage en réseaux, ou "boule de neige", ont été mobilisées ont été selon les spécificités qui se rapportent à chaque catégorie particulière d'acteurs. Ainsi, un échantillonnage a été réalisé dans l'arrondissement de Kika. où les villages de Kpassa, de Kika I et Kika II ont été retenus en tenant compte de la recrudescence des conflits d'usage et de la composition socioculturelle. De manière détaillée, ces villages ont été identifiés selon l'importance des groupes socioculturels, leur position géographique de part et d'autre des rives

du fleuve et la récurrence des conflits. Mais de façon particulière, dans chaque village retenu, les enquêtes de terrain se sont déroulées dans différentes communautés socioprofessionnelles. Pour les données qualitatives, le seuil de saturation a été atteint pour l'échantillon qualitatif tandis que pour les données quantitatives, l'échantillonnage non probabiliste a été appliqué. Selon J.P. Beaud (2009 : 261), il consiste : « à ajouter à un noyau d'individus, tous ceux qui sont en relation d'affaires avec eux et ainsi de suite ». Cette méthode a pour avantage de mettre en évidence le système de relations qui existe dans un groupe et donc d'interroger tous les acteurs impliqués dans le phénomène étudié. Au total, un échantillon de 135 personnes a été constitué tel que réparti dans le tableau 1.

Tableau I : Caractéristiques de l'échantillon

Catégories d'acteurs enquêtées	Questionnaires	Entretiens	Total
Eleveurs transhumants	25	05	30
Pêcheurs	20	03	23
Agriculteurs Cultivateurs	10	03	13
Responsables d'association	00	04	04
Commerçants	17	00	17
Maraîchers	10	03	13
Transporteur (Transitaires)	08	03	11
Agent de Mairie chargé du Domaniale	00	02	02
Elus locaux (CA, Chef Village)	00	04	04
Chefs Traditionnels ou Coutumiers	00	03	03
Comités locaux de pacification	00	02	02
Agents de la police républicaine	00	02	02
Chefs religieux	00	05	05
Personnes ressources et sages	00	06	06
Totaux	**90**	**45**	**135**

Source : *Résultats d'enquête de terrain, Avril 2024*

À partir de ce tableau, différentes catégories d'acteurs communautaires ont été prises en compte afin d'assurer une représentativité des points de vue. Ainsi, les techniques de collecte appropriées ont été appliquées.

1.4. Traitement et analyse de données

Après la collecte des données, celles-ci ont été transcrites. Il a été procédé à leur dépouillement, traitement et analyse. Les données qualitatives collectées ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique. Cela a par ailleurs permis de rendre visible la pratique du règlement des conflits par des mécanismes traditionnels dans ce bassin du fleuve Okpara, et de prendre en compte les contraintes auxquelles ces mécanismes font face quotidiennement. La méthode qualitative a permis de mettre en évidence la singularité de chaque entretien. Par ailleurs, la triangulation des données d'entretien et d'observation a permis de faire un croisement constant des données des enquêtes individuelles, afin d'en déceler la cohérence et les incohérences. Elle

a également permis de situer chaque acteur dans son rôle et sa logique, en fonction de ses perceptions sur les avantages de la résolution traditionnelle des conflits et sur les conséquences de son non-usage. Ces résultats ont ensuite été mis en regard avec les données statistiques de la récurrence de ces conflits en vue d'expliquer les tendances obtenues. Les données recueillies par questionnaire ont quant à elles été vérifiées puis saisies, apurées et traitées grâce au logiciel Sphinx et Excel afin de mettre en relation des variables pour identifier les liens qui existent entre elles. Les résultats statistiques obtenus à partir des questionnaires ont donc été présentés sous forme de tableaux et de graphiques. Ce traitement a été possible grâce aux logiciels Excel et Sphinx.

Les modèles théoriques de l'« individualisme méthodologique » de Raymond Boudon et l'« analyse stratégique des organisations » de Michel Crozier et Erhard Friedberg ont été retenus pour analyser les avantages de l'usage des mécanismes traditionnels de gestion des conflits d'usage à Tchaourou, ainsi que les contraintes auxquelles les acteurs sont confrontés et les incidences sur la cohabitation (facteurs facilitant ou limitant cette pratique). En effet, ces auteurs justifient les phénomènes sociaux par le rôle passif ou actif que joue l'individu dans la société. Le postulat pour ce qui concerne ces modes de gestion des conflits est que l'acteur agissant est rationnel mais soumis par la même occasion aux contraintes de l'environnement social externe. Donc, la pratique locale qui a été observée a été analysée comme une attitude réfléchie influencée par des contraintes sociales externes. L'analyse vise à adopter une démarche compréhensive afin de « rendre compte des actions sociales qui sont orientées subjectivement et qui ont un sens pour l'acteur » (Y. Alpe & A. Beitone, 2007 : 76).

2. Résultats

Cette partie est réservée à la présentation des résultats saillants de cette recherche sur la résilience des populations riveraines dans la gestion des ressources de l'Okpara à Tchaourou au Bénin et l'importance des modes traditionnels de gestion des conflits d'usage et l'incidence sur la cohabitation dans les communautés riveraines de Kpassa et Kika.

2.1. Différents acteurs intervenant sur la ressource en eau de l'Okpara et leurs activités socioéconomiques

Plusieurs acteurs interviennent sur la réserve d'eau du sous-bassin de l'Okpara à l'exutoire de Kpassa – Kika. Il s'agit notamment des acteurs communautaires et des acteurs institutionnels.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

2.1.1. Acteurs communautaires, activités menées et conflits d'usage dans l'Okpara

Les acteurs communautaires sont multiples et exercent une forte pression sur les ressources de l'Okpara par leurs activités. Ces diverses activités socioéconomiques liées à l'usage de la réserve en eau de l'Okpara se sont développées au cours du temps.

L'agriculture est l'activité par excellence qui occupe les populations du sous bassin de l'Okpara à Tchaourou. Les travaux de terrain ont permis de cerner les réalités sur les techniques culturales et les pratiques culturales. En effet, les agriculteurs font nettement usage des techniques de rotation de cultures, d'association et de la technique de culture itinérante sur brûlis. Près de 80 % des agriculteurs questionnés pratiquent la rotation des cultures, 72 % pratiquent l'association et seulement 52 % font usage de la technique de culture itinérante sur brûlis. Ces statistiques montrent que ce monde de travailleurs a une logique paysanne claire et est suffisamment informé(e) des bienfaits de ces différentes techniques. En fait, l'association de cultures et la rotation sont deux techniques de gestion efficace non seulement de la fertilité des terres, mais aussi des friches. Elles permettent d'exploiter simultanément ou de façon alternée toutes les strates de la terre tout en favorisant sa régénération. Pour le défrichement, la technique de culture itinérante sur brûlis est plus utilisée. L'autre pratique culturale est l'utilisation d'herbicides par ces agriculteurs. C'est une technique qui consiste à pulvériser les mauvaises herbes d'un champ avant ou après les semis. Ce traitement a pour finalité de se débarrasser de la végétation qui occupait précédemment le site de production. Ce procédé exempte les agriculteurs de main-d'œuvre pour le sarclage jusqu'à la récolte des produits agricoles. La photo 1 montre les champs cultivés près de la rive du bassin de l'Okpara.

Photo 1 : Activité agricole menée autour de la réserve de l'Okpara

Prise de vue *: Zacharie BADJAGOU, Octobre 2023*

Généralement, l'élevage dans le sous bassin est associé à l'agriculture. L'élevage est l'activité qui succède à l'agriculture du point de vue importance économique. Les grands exploitants agricoles du sous bassin font aussi de l'élevage des ruminants ou de la volaille selon le cas. Les

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

espèces animales les plus élevées sont, les petits ruminants (moutons et chèvres surtout), les volailles (poules, pintades, et canards) et les bovins. L'élevage de bovins vient en tête de production dans le sous bassin avec 55 % des éleveurs enquêtés, suivi de celui de la volaille (45 %) et enfin les petits ruminants avec (33 %). La photo 2 montre un troupeau de bœufs en déplacement dans le bassin de l'Okpara.

Photo 2 : Troupeau de bœufs en déplacement dans le bassin de l'Okpara

Prise de vue *: Zacharie BADJAGOU, Janvier 2024*

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont légion dans cette zone. La quasi-totalité des éleveurs enquêtés reconnaissent la transhumance comme l'origine des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Autrement dit, les recherches de pâturage et des points d'abreuvage des bœufs sont entre autres les principales causes des tensions entre les éleveurs et les agriculteurs. Ce phénomène s'explique par la richesse du bassin en atouts naturels comme l'eau et l'humidité. Aussi offre-t-il un environnement favorable au développement des espèces végétales très utiles dans la vie des animaux. Le sous-bassin versant constitue donc une place attractive et stratégique pour les éleveurs nationaux et internationaux. À l'exception de ceux de la région, d'autres élevages provenant du haut Nord-Bénin et des pays voisins (Burkina Faso, Niger et Nigeria) traversent également le sous-bassin. Ils s'y installent momentanément dans la période d'octobre à mars avant de continuer leur mouvement entre mars et avril de chaque année. Leurs installations créent des problèmes liés à l'envahissement des champs de cultures par leurs bœufs qui ravagent tout sur leur passage. Les cultures annuelles comme le niébé sont les plus menacées par ces animaux. Il faut signaler que les affrontements générés par ces situations conduisent parfois à des pertes humaines. Ces conflits dans la réserve de l'Okpara sont affirmés par les éleveurs et agriculteurs rencontrés à Kika et Kpassa.

> Nous sommes nombreux à avoir les troupeaux de bœufs ici. Et comme vous le savez, le seul endroit d'abreuvage de nos bêtes en cette période est la réserve du fleuve. Ainsi, il y a des malentendus entre nous les éleveurs sur l'espace d'abreuvage et les heures de passage des troupeaux. Mais très souvent, il y a un comité qui règle des différends entre éleveurs à l'amiable. Aussi, dans cette

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

> quête de l'eau pour le bétail, il arrive que les bêtes divaguent pour empiéter sur les champs cultivés par les agriculteurs. Ce sont ces cas qui amènent parfois des affrontements entre agriculteurs et éleveurs. » (Entretien avec un éleveur à Kpassa, le 25/10/2023)
>
> Je suis Lokpa et je cultive du gombo et de la tomate au bord de l'Okpara. J'ai choisi ces cultures parce qu'elles sont plus faciles avec l'eau du fleuve. J'arrose mon champ sans souci, mais le grand problème que nous avons concernant notre activité, c'est les bœufs qui nous dérangent. Il faut toujours monter la garde pour surveiller le champ afin que les bêtes ne le dévastent pas. Très souvent, les peuls confient les troupeaux à des petits enfants qui ne se concentrent pas sur leur surveillance. Ainsi, ils entrent dans les champs pour causer des dégâts et toujours c'est les disputes (Entretien avec un agriculteur à Kika, le 13/11/2023).

Ces verbatim montrent clairement qu'il y a des conflits d'usage entre agriculteurs et éleveurs dans l'exploitation des ressources en eau de l'Okpara quant à l'abreuvage des troupeaux de bœufs et la pratique culturale sur les rives du fleuve.

L'autre activité pratiquée sur la réserve en eau de l'Okpara est la pêche. La pêche est l'activité principale des Dendi-Zarma, venus de Karimama et de Malanvile. Elle est aussi pratiquée par les Yom et Otamaribés venus de l'Atacora et installés dans le village de Kpassa. Ils accordent un intérêt capital à la ressource en eau car la pratique de leur activité dépend essentiellement de la disponibilité de l'eau de la réserve du fleuve Okpara. Ces pêcheurs vivent avec leurs familles exclusivement des recettes glanées sur les ressources que leur offre la réserve. Ces recettes varient moyennement en fonction des périodes de l'année. Le tableau II résume la variation trimestrielle de ces recettes.

Tableau II : Recette journalière des pêcheurs

Période de l'année	Recette journalière d'un pêcheur (FCFA)
Mars-Mai	2000 F - 3000 F
Juin-Août	3000 F – 4500 F
Septembre-Novembre	4500 F – 6000 F
Décembre-Février	1500 F – 2000 F

Source *: Enquête de terrain, Avril 2024*

De ce tableau, on peut noter que les recettes journalières moyennes des pêcheurs varient selon les trimestres allant de 1500 F à 6000 F. Le pic de revenu connu entre juin et novembre relèverait de la montée des eaux et par ricochet de la multiplication rapide des poissons et autres produits halieutiques.

Cependant, les pêcheurs comme les autres acteurs communautaires sont confrontés à des conflits d'usage dans la réserve d'eau située entre Kpassa et Kika. Un pêcheur rencontré à Kpassa nous relate :

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

> Nous avons souvent les problèmes d'espace de pêche. L'espace pour faire la pêche est délimité selon les clans ou les familles. Mais très souvent entre les mois de Juillet à Octobre, la montée des eaux fait accroitre les plantes aquatiques à des endroits donnés. Cela oblige certains pêcheurs à empiéter sur l'espace accordé aux autres pour pratiquer leur pêche. Cette situation engendre fréquemment des disputes et des commérages qui se déclinent généralement en des conflits. L'autre problème est le vol des filets de pêche. Nous avons aussi que les animaux troubles souvent l'eau surtout en saison sèche (Entretien avec un pêcheur à Kpassa le 28/03/2024).

On comprend donc que cette activité n'est pas exempte de conflits, mais il faut remarquer que ces conflits sont très souvent réglés à l'amiable.

Le commerce se pratique également dans les villages de Kpassa et de Kika. Il est pratiqué par des femmes et concerne les produits issus des ressources de la réserve de l'Okpara : poisson, crabe, banane, pastèque, gombo, tomate, piment vert, etc. Les femmes restent souvent à un endroit non loin du pont du fleuve et parfois même sur le pont pour proposer leurs articles aux passants de la route inter-Etat Parakou-Kabo. Dans ce lot de commerçantes, seules les vendeuses de poissons sont organisées en coopérative. Elles reçoivent deux fois par an des séances de formation sur l'hygiène et l'assainissement de la part des animatrices des ONG. Elles apprennent aussi les techniques de conservation des produits halieutiques. Concernant les différends entre les membres du groupement, une vendeuse s'est exprimée en ces termes :

> Avant, nous avions des conflits de place de vente et de fixation des prix mais depuis que notre groupement est né, nous avons appris à régler ces problèmes entre nous. Ce qui fait que nous nous entendons mieux sur la fixation des prix de vente et avons délimité l'espace de telle façon que chacune de nous ait son emplacement fixe. Dès un malentendu survient entre nous, nous le gérons à l'amiable avec l'aide de la présidente (Entretien avec une vendeuse à Kpassa, le 25/10/2023).

Nous comprenons qu'il y a moins de conflits entre les commerçantes des produits halieutiques grâce au projet qui les a organisées en groupement. Les vendeuses des autres produits ne sont pas encore organisées en coopérative.

Le transit est une activité récente favorisée par les variations climatiques qui occasionnent des montées spectaculaires des eaux entre juillet et septembre. Il consiste à faire traverser les passants avec leurs bagages moyennant une somme. Cette activité saisonnière est généralement pratiquée par les pêcheurs nageurs avec leurs pirogues. Un transitaire pense qu'il n'est pas nécessaire d'exercer le transit et de se tirailler :

> Le travail de transit requiert que les pratiquants soient en harmonie entre eux car les dieux de l'eau n'aiment pas la division. Chaque année avant de commencer ce job, nous faisons des prières en honneur des dieux protecteurs afin qu'on n'enregistre pas des morts par noyade. Ainsi vous comprenez qu'on ne peut pas prier en étant divisé. Donc pas de conflits entre transitaires. » (Entretien avec un Transitaire à Kpassa, le 11/09/2023)

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Notons que dans cette corporation, les conflits n'existent pratiquement pas ou sont traités avant les sessions de travail.

2.2. Acteurs institutionnels de régulation et de préservation des ressources de l'Okpara

Dans le cadre de cette gestion communautaire des ressources du sous-bassin de l'Okpara, les acteurs institutionnels sont représentés par les agents de la mairie chargés du domaine foncier et de l'environnement, les associations et les projets ou Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui interviennent pour la régulation ou la préservation de ces ressources. Les agents assermentés de la mairie veillent sur le recouvrement des redevances fixées sur l'usage des ressources en eau du fleuve Okpara. Ces redevances sont payables en espèces et en nature. En effet, la mairie de Tchaourou fixe une taxe annuelle à chaque association ou catégorie professionnelle qui exerce son activité dans l'Okpara. Le Chef d'Arrondissement (CA) de Kika nous explique :

> La Mairie de Tchaourou a enregistrée toutes les associations ou groupes qui exploitent les ressources en eau de l'Okpara et leur adresse une taxe annuelle qui varie entre 20.000F à 50.000f. Mais parfois, certaines associations décident de rendre à la Mairie les produits qu'elles obtiennent de l'utilisation des eaux du fleuve. Quitte à la Mairie de les vendre pour récupérer les sous. C'est surtout l'association des pêcheurs qui le fait souvent (Entretien avec une autorité locale à Kika, le 19/02/2024).

Parlant toujours de redevance, le président de l'association des pêcheurs reconnait une double redevance selon ses propos :

> La Mairie de Tchaourou nous envoie une taxe de 35.000f chaque année et notre association est toujours à jour. Aussi, lors des fêtes annuelles de la Ganni le Roi envoie une demande et l'association mobilise les pêcheurs afin de fournir le poisson nécessaire pour organiser la fête. Donc la redevance est à deux niveau : pour la Mairie et pour le Roi. Parfois nous choisissons un jour pour pêcher des poissons afin d'aller remercier notre CA et les délégués. Mais c'est volontiers car eux autres ne nous demandent pas. » (Entretien avec un pêcheur à Kpassa, le 14/09/2023).

On peut donc conclure sans risque de se tromper que la redevance sur l'usage des ressources en eau de l'Okpara existe. Elle est payée à l'administration communale ainsi qu'à la chefferie traditionnelle.

Dans la gestion des ressources en eau de l'Okpara, les groupements ou associations jouent un rôle stratégique incontournable. Ils sont des acteurs clés de l'exploitation judicieuse des ressources. Le CA de Kika se prononce en ces termes :

> Pour la gestion des ressources de l'Okpara, l'arrondissement en collaboration avec les associations interprofessionnelles qui exploitent l'eau pour leurs diverses activités établit une feuille de route chaque année. Mais j'avoue que l'exécution se fait par les associations car c'est à travers elle que nous passons

> avec succès tous les messages garantissant l'exploitation propice et la préservation des eaux du fleuve. Elles sont des acteurs d'opérationnalisation (Entretien avec une autorité locale à Kika, le 19/02/2024).

Les associations jouent donc un grand rôle dans la gestion des ressources en eau du fleuve Okpara, aussi dans la gestion des ressources en eau du fleuve Okpara, mais aussi dans la production des biens consommables. Dans ce rôle, ces associations ou groupes professionnels sont souvent appuyées et formées par les projets et les ONG.

2.3. Stratégies de gestion des conflits d'usage dans la réserve de l'Okpara par les populations de Kpassa et Kika

2.3.1. Conflits d'usage liés à la ressource en eau de l'Okpara

Selon les personnes-ressources et les sages rencontrés dans les villages riverains, le bassin du fleuve Okpara était un lieu de sacrifice qui favorisait la protection des populations contre les mauvais sorts. Aujourd'hui, avec la forte migration des éleveurs transhumants et la densité accrue des agriculteurs autochtones, les ressources se font de plus en plus rares, ce qui explique l'usage conflictuel des ressources par les populations riveraines. La forte pression démographique, l'occupation anarchique des terres, l'élevage extensif pratiqué par les éleveurs (notamment Peuls) et les changements climatiques sont autant de facteurs qui expliquent la dégradation des ressources en eau de l'Okpara. Cette pression exercée sur la ressource engendre des situations conflictuelles entre les acteurs communautaires. A ce niveau, on peut parler de conflits horizontaux.

Pour ces conflits horizontaux, on assiste à des conflits intra-professionnels (c'est-à-dire un conflit entre les usagers pratiquant la même activité) et à des conflits inter professionnels (conflit entre les usagers pratiquant deux activités différentes). Ces deux activités ont des usages différents de la ressource naturelle, entre les éleveurs et les agriculteurs d'une part, et entre les pêcheurs et les éleveurs d'autre part.

2.3.2. Modes de règlement des conflits d'usage dans la réserve de l'Okpara

Les conflits engendrés par l'exploitation des eaux de l'Okpara sont souvent réglés à l'amiable sur la base des rapports culturels et historiques. Une personne ressource enquêtée à Kika nous explique :

> Les communautés villageoises de Kika et de Kpassa ont des rapports liés à l'histoire et à la tradition. Nous avons presque les mêmes interdits, les mêmes normes de conduites et les mêmes valeurs morales. Cela fait que les malentendus sont généralement réglés à l'amiable entre les individus des deux villages. Il y a des cadres de concertations qui invitent les protagonistes pour éteindre le feu en situant les responsabilités de chacun (S.R. Kpassa, le 26/03/2024).

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Néanmoins, le règlement de certains conflits dépasse la compétence des cadres de concertation et fait parfois appel aux institutions modernes de règlement des conflits. Le CA de Kika confirme cette nuance :

> Généralement le règlement des conflits générés par l'exploitation des eaux de l'Okpara passe par la négociation et la médiation pacifique. Toutefois, il y parfois des cas qui font intervenir la police pour rétablir l'ordre. Les populations font parfois recours à nous et nous saisissons le commissaire pour lui faire part de la situation. Ensuite, il mobilise son équipe pour gérer le cas. Mais retenons que même si c'est la police qui règle le conflit, cela se solde toujours par une entente des parties en conflit car à ma connaissance, il n'y a jamais eu de cas qui soit envoyé au tribunal (CA Kika, le 19/02/2024).

Ainsi, le règlement des conflits liés à l'usage de l'eau de la réserve de l'Okpara passe par deux voies : la conciliation et la voie policière. Un éleveur, membre du comité de règlement des conflits d'usage entre éleveurs explique :

> Notre comité est constitué de sept (07) personnes choisies selon les camps peulhs des deux villages. Dès qu'il y a un conflit entre les peulhs, on nous interpelle et nous convoquons une réunion. Au cours de la séance, nous donnons la parole à chaque partie de s'exprimer, puis après les avoir écoutés, les membres du comité prennent la parole à tour de rôle pour statuer sur la situation. Enfin le chef du comité (le président) prend la parole pour dire à chaque partie ses fautes et ses raisons et prodigue des conseils avant de lever la séance. Depuis que je suis dans ce comité, on n'a jamais amené un conflit opposant deux peulhs éleveurs devant le commissariat ou au tribunal. Mais parfois lorsque quelqu'un veut être récidiviste, on informe les délégués pour des sanctions à l'usage de l'eau du fleuve (J.D. Kpassa, le 13/02/2024).

Cela prouve la légitimité et l'efficacité de ces instances locales de règlement des différends entre acteurs menants les mêmes activités professionnelles.

3. Discussions

Au Bénin, la destruction des ressources naturelles évolue à un rythme assez inquiétant. En effet, les pratiques agricoles actuelles caractérisées par l'agriculture itinérante sur brûlis, l'élevage transhumant et la pêche continuent de soumettre l'environnement à une pression anthropique importante. Dans la réalité, la majorité des paysans, frappée par le faible niveau de vie et de développement de leurs activités, s'adonne à des techniques simples et peu coûteuses. Cependant, ces techniques concourent à la surexploitation des terres et des eaux et par conséquent à la dégradation des ressources présente dans les petites unités exploitées. (S. Ogouwale, C. S. Atidegla, & O. L. Sintondji, 2022 :10). Le constat est qu'une forte pression humaine s'exerce autour du bassin de l'Okpara pour l'exploitation de ses ressources. Les zones d'habitat et les sols nus se sont développées et les exploitations agricoles à grande échelle se réalisent dans les environs causant ainsi une dégradation avancée du couvert végétal, un dénudement forcé des sols et des impacts sur la dynamique du bassin de l'Okpara. L'un des

principaux facteurs influençant donc l'amenuisement des ressources du bassin est d'ordre anthropique (C. C. Hounton, A. Faty, & O. B. F. Imorou, 2023 : 253).

Cette recherche met en lumière une forte interdépendance entre les activités socio-économiques des populations riveraines et l'exploitation des ressources naturelles dans la réserve de l'Okpara. Dans cette arène, cette relation entre groupes stratégiques, souvent concurrentielle, devient un facteur générateur de conflits, en particulier dans un contexte de croissance démographique évolutive et de raréfaction des ressources naturelles disponibles. Cette situation corrobore les propos de Le Meur pour qui « les ressources naturelles sont toujours au cœur d'un jeu complexe d'acteurs, de normes et de pouvoirs, notamment dans les sociétés rurales africaines, où l'accès à la terre et à l'eau suscite une pluralité de revendications et de régulations » (P-Y. Le Meur, 2006 : 68).

Les résultats montrent que les conflits d'usage observés dans le bassin de l'Okpara sont à la fois interprofessionnels (entre éleveurs et agriculteurs, entre pêcheurs et éleveurs) et intra-professionnels (entre éleveurs eux-mêmes ou entre pêcheurs), ce qui témoigne de la diversité des rapports d'usage et des logiques d'appropriation de la ressource. Ces types de conflits rejoignent l'analyse de Chauveau, selon laquelle les conflits fonciers ou liés à la ressource émergent non seulement de rivalités intergroupes mais également d'antagonismes internes à des groupes socialement ou économiquement homogènes (J-P. Chauveau, 2000 : 214). Il ressort aussi que les mécanismes de régulation locale entre riverains s'appuient sur des dispositifs traditionnels largement intériorisés par les communautés de Kika et Kpassa. Le recours aux normes coutumières, aux comités locaux et à l'autorité des sages confère une certaine légitimité aux dispositifs endogènes de résolution des conflits d'usage des ressources de l'Okpara. Ainsi, cela confirme que les communautés locales peuvent gérer durablement les ressources communes si elles disposent de règles claires, légitimes et adaptées à leur contexte.

La gestion à l'amiable, la médiation coutumière et l'intermédiation des comités de sages, tels que décrits dans les entretiens menés à Kika et Kpassa, illustrent la pertinence de ce que Olivier de Sardan (1995) appelle « l'arène locale », soit l'ensemble des interactions sociales où se négocient les intérêts et se régulent les tensions au sein des communautés (J-P. Olivier de Sardan, 1995 : 28). Cette résilience communautaire s'exprime par l'aptitude des acteurs à activer des mécanismes historiques d'harmonisation des rapports et du vivre ensemble, malgré la présence de tensions et de conflits latents. Cependant, bien que ces mécanismes traditionnels montrent une efficacité certaine dans la gestion des différends du quotidien, ils se heurtent à des limites lorsqu'il s'agit de conflits récurrents ou impliquant des acteurs extérieurs (éleveurs

transhumants venus d'autres zones, voire de pays voisins). Ces limites, souvent liées à l'absence de sanctions contraignantes, à la faible articulation entre les dispositifs traditionnels et les structures étatiques (police, justice), illustrent ce que Bierschenk et Olivier de Sardan qualifient de « gouvernance hybride » dans les contextes africains, où coexistent et parfois s'affrontent des normes coutumières, religieuses et administratives (T. Bierschenk & J-P. Olivier de Sardan, 1998 : 142). Le rôle croissant des associations professionnelles, notamment les groupements de pêcheurs ou les coopératives de commerçantes, dans la régulation des conflits liés à l'usage des ressources, démontre également un processus d'institutionnalisation communautaire de la gouvernance locale. Ces structures deviennent des relais efficaces entre les populations et les autorités administratives, ce qui rejoint les réflexions de Lavigne Delville (1998) sur la formalisation des espaces de gestion communautaire à travers les dispositifs associatifs locaux (P. Lavigne Delville, 1998 : 17).

Enfin, l'approche socio-anthropologique adoptée dans cette recherche permet de rendre compte des logiques d'action des différents groupes sociaux. Elle confirme l'hypothèse selon laquelle les mécanismes de gestion des conflits ne sont pas neutres, mais sont construits en interaction avec les rapports sociaux, les identités ethniques et les trajectoires historiques locales. La perception des acteurs sur ces mécanismes, leur adhésion aux normes locales ou leur choix de les contourner, relèvent d'un arbitrage rationnel en fonction des ressources, des opportunités et des contraintes du contexte (M. Crozier & E. Friedberg, 1977 : 349; R. Boudon, 1984 : 143).

Conclusion

La présente recherche s'est intéressée à la résilience des populations riveraines face à la gestion des conflits d'usage dans la réserve de l'Okpara dans la commune de Tchaourou au Bénin. Il a été question de décrire les différentes activités socioéconomiques menées par les acteurs et d'analyser les dynamiques communautaires que suscitent les mécanismes traditionnels de gestion des conflits d'usage au sein des populations riveraines. Etant mixte à dominance qualitative, cette recherche descriptive et analytique à visée exploratoire a adopté plusieurs techniques de collecte avec des outils appropriés. Elle a été réalisée auprès de 135 personnes (90 questionnaires et 45 entretiens) avec les différents groupes stratégiques.

Des résultats obtenus, deux principales conclusions ont été retenues. D'une part, la persistance des conflits d'usage dans la réserve de l'Okpara est due à l'irrégularité et l'incompatibilité des activités socioéconomiques exercées par les acteurs locaux ainsi qu'à l'utilisation les mêmes espaces d'usage du bassin hydrographique. D'autre part, les instances traditionnelles de gestion des conflits (dont la légitimité est traditionnelle) et les instances orientées vers le

développement local (dont la légitimité est développementiste) apparaissent les plus utilisées pour le maintien de la paix et la consolidation des liens sociaux chez les acteurs des communautés riveraines. En effet, elles sont plus proches des acteurs, moins coûteux et garantissent une collaboration pacifique après la résolution du conflit car la solution est souvent consensuelle. Les modes traditionnels de gestion des conflits d'usage sont volontiers présentés comme pouvant offrir un complément efficace, si ce n'est une alternative, aux dispositifs mobilisés à l'échelle régionale et nationale pour faire face aux dynamiques conflictuelles qui embrasent les communautés. En évitant d'idéaliser le fonctionnement de ces mécanismes, il a été question d'évaluer leur légitimité, leur opérationnalité et leur pertinence pour satisfaire les besoins de sécurité des populations rurales de la commune de Tchaourou dans le contexte sociopolitique de gestion des ressources naturelles.

En somme, la résilience des communautés riveraines de l'Okpara face aux conflits d'usage réside dans leur capacité à mobiliser des normes locales et des pratiques sociales fondées sur l'histoire partagée, la solidarité de proximité et une certaine flexibilité institutionnelle. Toutefois, cette résilience reste fragile face à la montée des pressions démographiques, climatiques et institutionnelles, appelant à une meilleure articulation entre gouvernance locale et politiques publiques de gestion des ressources naturelles.

Références bibliographiques

ALPE Yves & BEITONE Alain, 2007, *Lexique de sociologie,* Paris (France), Dalloz-Sirey, coll « lexiques », 377 p.

BADJAGOU Amoussoun Zacharie & MOSSI Abdel Aziz, 2024, « Conflits entre agriculteurs et éleveurs au nord-est du Bénin: la médiation comme une alternative d'instauration de la paix et de la cohésion sociale», *Revue Africaine de Migration et Environnement,* n°1,vol.8, p.139- 166.

BEAUD Jean-Pierre, 2009, « L'échantillonnage », in *Bénoit GAUTHIER, Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données,* Canada, Presses de l'Université de Québec, 5e Edition, vol. 10, p.251-283.

BIERSCHENK Thomas & OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1998, *Les pouvoirs au village: Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation,* Paris, Karthala, 296 p.

BORRINI Isabelle, FEYERABEND Thomas & NIELSEN Paul, 2000, *La gestion participative entre acteurs: analyse et guide pratique,* Zutheran (Wertan),Charles Léopold Mayer, 144 p.

BOUDON Raymond, 1984, *La place du désordre. Critique des théories du changement social,* Paris, PUF, 245 p.

CHAUVEAU Jean-Pierre, 2000, « Construire une trajectoire sociale autour d'un droit foncier: stratégies familiales et usages du droit dans le centre-ouest ivoirien » in *E. Le Roy, A. Karsenty & A. Bertrand, La sécurisation foncière en Afrique: pour une gestion viable des ressources renouvelables,* p.189-220.

COMPAGNON Daniel & CONSTANTIN François, 2000, *Administrer l'environnement en Afrique: gestion communautaire, conservation et développement durable*, Karthala-IFRA, 489 p.

CROZIER Michel & FRIEDBERG Erhard, 1977, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 504 p.

FAO, 2003, *Gestion de la fertilité des sols pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne*, Rome, 55 p.

HOUNTON Coomlan Charles, FATY Abdoulaye & IMOROU Ouorou Barre Fousseni, 2023, « Evolution spatio-temporelle et les conséquences environnementales du barrage de l'okpara à Tchaourou au Bénin », *IJPSAT,* n°1,vol.40, p.248-262.

KONAN Jacques, 2016, « Ethnographie des pratiques de sécurisation de l'accès aux ressources agropastorales dans un contexte de conflits entre agriculteurs et migrants éleveurs à Dianra (Côte d'Ivoire) », *European Scientific Journal, March Edition,* n°8, vol.12, p.298-315.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1998, *Les régulations foncières entre Etat et Société: une histoire des politiques publiques au Bénin,* Paris, GRET, 33 p.

LE MEUR Pierre-Yves, 2006, « Anthropologie politique de la gouvernance: acteurs, ressources et dispositifs, Une approche anthropologique de la gestion des ressources naturelles », *Bulletin de l'APAD*, n° 23-24.

LEROUX Léger Hervé, 2012, *Analyse diachronique de la dynamique paysagère sur le basin supérieur de l'Ouémé (Bénin) à partir de l'imagerie Landsat et MODIS-Cas d'étude du communal de Djougou,* Montpellier (France), ANR ESCAPE Hydrosciences, 62 p.

MOSSI Abdel Aziz, 2016, *La négociation de l'action publique entre Etat et Société civile : une analyse de la mise en oeuvre des politiques d'alphabétisation dans la commune de Nikki au Nord-Bénin,* Marseille, France, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Anthropologie Sociale et Ethnologie, 362 p.

OGOUWALE Sylvestre, ATIDEGLA Capo Séraphin & SINTONDJI O. C. Luc, 2022, « Etude de l'impact de la dynamique de l'occupation du sol sur les ressources naturelles dans le sous-bassin de l'Okpara à Nano au Nord Bénin », *European Scientific Journal (ESJ),* n°17, vol.18, pp. 1-27.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement : essai en socio anthropologie du changement social,* Paris, Apad-Karthala, 125 p.

TOMO Gisèle, 2012, *Ressources naturelles et développemeent durable dans les économies subsariennes: le rôle de l'Union Européenne,* CEREFIGE, Nancy, France, Thèse de doctorat, Université de Lorraine, 487 p.

Sources orales

N°	Nom et Prénoms des informateurs	Date et lieu d'entretien	Qualité et Profession	Ages (Ans)	Thèmes abordés
1	ALOU GADO Adam	26. 03. 2024 à Kika	Personne ressource, Enseignant retraité	62	-Histoire des villages concernés ; -Gestion des conflits d'usage ; -Fonctionnement des mécanismes traditionnels ; - Aspect anthropologique de l'eau.
2	BONI Abdoulaye	13. 02. 2024 à Kpassa	Eleveur	28	-Activités développées autour du fleuve ; - Historique des conflits liés à la ressource en eau ; - Stratégies de règlement des conflits.
3	DJOBO Issa	19. 02. 2023 à Kika	Autorité, Chef d'arrondissement	51	- Activités menées et gestion de conflits ; - Redevances sur l'exploitation des ressources naturelles ; - Mesures de sanction face au récidivisme des populations riveraines.
4	GASSARI Issa Adamou	13. 11. 2023 à Kika	Agriculteur	45	-Organisation des activités autour de la ressource en eau de l'Okpara ; -Conflits liés à l'eau et leur gestion.
5	IMOROU Soumanou	28. 03. 2028 à Kpassa	Pêcheur	38	-Activités développées autour du fleuve ; - Historique des conflits liés à la ressource en eau ; - Stratégies de règlement des conflits.
6	OROUNA Misbaou	11. 09. 2023 à Kpassa	Transitaire	28	-Gestion communautaire de la ressource en eau ; - Conflits d'usage et régularisation ; - Vie associative et redevance
7	SEKO SOUNOU Allassane	14. 09. 2023 à Kika	Pêcheur	32	-Activités développées autour du fleuve ; - Historique des conflits liés à la ressource en eau ; - Stratégies de règlement des conflits.
8	SIDI Issiaka	25.10.2023 à Kpassa	Eleveur	49	-Activités développées autour du fleuve ; - Historique des conflits liés à la ressource en eau ; - Stratégies de règlement des conflits.
9	YAYA Dénise	25. 10. 2023 à Kpassa	Vendeuse	35	-Rôle de la femme dans la gestion des ressources en eau ; -Activités des femmes liées à l'usage de la ressource en eau ; -Modes de règlement des conflits d'usage ; - Coopérative et redevance.